



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE LA CHARPENTE
GIP BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIERE

N° du CCAP : 25-009

CENTRE HOSPITALIER DE VICHY
Pour le compte du GIP BLANCHISSERIE INTER ETABLISSEMENTS
Pôle Travaux Achats Logistique et des systèmes d'information
Boulevard Denière
03207 VICHY

SOMMAIRE

1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	3
1.1 - OBJET DU CONTRAT	3
1.2 - DECOMPOSITION DU CONTRAT	3
2 – DEVELOPPEMENT DURABLE	3
3 - PIECES CONTRACTUELLES	3
4 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	3
5 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	3
5.1 - DUREE DU CONTRAT	3
5.2 - RECONDUCTION.....	4
6 - PRIX.....	4
6.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	4
6.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	4
7 - GARANTIES FINANCIERES	4
8 – AVANCE	4
8.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	4
8.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	5
9 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	5
9.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	5
9.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	5
9.3 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	5
9.4 - PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	6
9.5 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	6
10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
10-1 - RESPECT DU PRINCIPE DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE	6
10-2 - OBLIGATION DE CONSEILS ET D'INFORMATIONS :	6
11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
11.1 - VERIFICATIONS	6
12 - GARANTIE DES PRESTATIONS	7
13 - OBLIGATION DE TRANSMISSION DES ELEMENTS RELATIFS A LA REPRISE DU PERSONNEL EN FIN DE MARCHE.....	7
14 - PENALITES	7
14.1 - PENALITES DE RETARD	7
14.2 - PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	7
14.3 - PENALITE SUR AUTRES LITIGES D'EXECUTION	7
14.4 PENALITE POUR NON REMISE DE BADGE	7
14.5 - AUTRES PENALITES SPECIFIQUES	7
15 - ASSURANCES	8
16 - RESILIATION DU CONTRAT	8
16.1 - CONDITIONS DE RESILIATION	8
16.2 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	9
17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	9
18 - DEROGATIONS.....	9

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :
Les prestations de nettoyage des locaux et de la charpente, et le soufflage des machines de la blanchisserie.

Lieu d'exécution :

GIP BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIERE
BATIMENT 9 au CENTRE HOSPITALIER DE VICHY
03207 VICHY

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, afin d'assurer plus facilement la mission d'organisation, de pilotage et de coordination de la prestation conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique.

La gestion sera plus aisée si un même prestataire réalise la prestation de nettoyage des locaux, de soufflage des machines et de nettoyage de la charpente car ces prestations sont liées et se réalisent au sein du même espace. La prestation de soufflage des machines entraîne forcément la réalisation de la prestation de nettoyage des locaux (sols). Afin que la réalisation des prestations n'empiète pas l'une sur l'autre il est justifié d'avoir un unique prestataire.

2 – Développement durable

Le titulaire veillera à ce que les prestations de nettoyage qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en matière d'environnement. Le titulaire doit tout mettre en œuvre pour respecter les objectifs de développement durable dans le cadre de ses prestations. Il doit être en mesure d'en justifier le respect en cas de demande du GIP Blanchisserie.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 : fiche d'évaluation
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et son annexe 1 : cadre de réponse technique
- Le plan d'ensemble
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 36 mois.

L'exécution des prestations aura lieu du 12/05/2025 au 11/05/2028.

5.2 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = 12.5\% + 87.5\% (010546455 (n))$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010546455 « (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Autres services de nettoyage de bâtiment, marché public ».

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG – Fournitures Courantes et de service.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

La facturation est mensuelle pour les prestations mensuelles et pour les prestations ponctuelles (Charpente) la facturation sera lissée sur les douze mois de l'année.

La facture mensuelle devra être présentée en distinguant le tarif pour :

- Nettoyage des locaux
- Soufflage des machines
- Soufflage charpente
- Nettoyage des alvéoles

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année

civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

GIP BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIERE
Bâtiment 9 du Centre Hospitalier de Vichy
03207 VICHY

Vaccination

Le personnel intervenant dans la blanchisserie devra être immunisé contre la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite, conformément à l'article L.3111-4 du Code de la santé publique.

10-1 - Respect du principe de laïcité et de neutralité

Le Centre Hospitalier de Vichy ayant une mission de service public et recevant des usagers. Il est important que dans le cadre de la réalisation de ses prestations le titulaire veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service. Le titulaire doit s'assurer que le sous-traitant respecte également ces principes, *conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant les principes de la République.*

10-2 - Obligation de conseils et d'informations :

Le titulaire peut alerter ou conseiller le GIP Blanchisserie s'il se rend compte lors de ses interventions d'un potentiel danger au titre de ses prestations. Lorsqu'un danger potentiel est identifié par le titulaire, ce dernier produit un rapport décrivant le risque, menace et propose une action pour le réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation de nettoyage.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions du CCTP.

Les vérifications seront effectuées par la Responsable du GIP blanchisserie ou son Représentant.

12 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

13 - Obligation de transmission des éléments relatifs à la reprise du personnel en fin de marché

Une continuité du contrat de travail des salariés attachés au marché est prévue en cas de renouvellement d'un marché pour les entreprises ayant une activité de nettoyage (code APE 81.2) lorsqu'il y a une succession de prestataires pour des prestations effectuées dans les mêmes locaux, conformément à l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et de services associés du 26 juillet 2011.

Le titulaire du marché a l'obligation de transmettre les éléments relatifs à la reprise du personnel six mois avant la fin du marché de son personnel exécutant les prestations de ce marché. Afin que l'acheteur puisse transmettre les éléments essentiels aux candidats soumissionnaires dans le cadre d'une consultation renouvelant le marché.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé ; ou lorsqu'il est constaté la non réalisation d'une prestation par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 € TTC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Pénalité sur autres litiges d'exécution

Si une mauvaise exécution récurrente d'ordre administratif (non-conformité des factures, retard de facturation etc..) une pénalité forfaitaire de 20,00€ par document non conforme pourra être appliquée

Concernant la non transmission des éléments relatifs à la reprise du personnel après demande écrite par mail du GIP Blanchisserie, il sera possible d'appliquer une pénalité de 10€ par jour ouvrable de retard à compter d'un délai de 15 jours après la date de la demande écrite de transmission des éléments de reprise du personnel.

14.4 Pénalité pour non remise de badge

En cas de non remise du badge par l'agent avant la fin du marché, il sera facturé à la société le coût du badge ainsi que le remplacement des serrures en cas de non remise des clefs.

14.5 - Autres pénalités spécifiques

Selon fiche évaluation annexe 1 CCTP

Pénalités	Valeurs forfait mensuel facturé	Précisions
Taux de satisfaction de la prestation < ou = 12 points	5,0 %	La pénalité sera calculée et appliquée sur le montant mensuel des prestations réalisées lors de l'évaluation : par exemple si évaluation le 15 septembre, la pénalité portera sur la facture du mois de septembre
taux de satisfaction de la prestation < ou = à 8 points	20,0 %	
taux de satisfaction de la prestation < ou = à 4 points	50,0 %	

Pénalités soufflage machine	Valeurs forfait mensuel facturé	Précisions
Taux de satisfaction de la prestation < ou = 10 points	50.0 %	La pénalité sera calculée et appliquée sur le montant mensuel de la prestation de soufflage des machines réalisée lors de l'évaluation : si par exemple évaluation le 15 septembre, la pénalité portera sur la facture du mois de septembre

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 82545 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 22 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG – Fourniture Courantes et de Services

Le 06/01/2025